

Poulet au menu

PAR L'ATELIER RISQUES INDUSTRIELS DE FRAPNA DRÔME NATURE ENVIRONNEMENT*

Entrée (Le contexte)

Frapna Drôme Nature Environnement participe aux réunions du CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques). Ce conseil se réunit une fois par mois sous l'autorité du Préfet. Y participent différentes administrations, des représentants de collectivités locales et d'associations. Il a pour mission de concourir à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi, dans le département, des politiques publiques dans les domaines de la protection de l'environnement, de la gestion durable des ressources naturelles et de la prévention des risques technologiques. Il est chargé d'émettre un avis sur les projets d'actes réglementaires et individuels en matière d'installations classées. Il permet de recueillir des avis extérieurs à l'administration et d'engager un dialogue sur les dossiers considérés. Une dizaine de dossiers sont examinés tous les mois. Les avis du CODERST ne sont que consultatifs.

Un dossier concernant l'extension d'un élevage de poulets dans la Drôme des collines sur la commune de Margès a été soumis au conseil du mois d'octobre après avoir fait l'objet d'une enquête publique.

Plat (Le dossier)

Il s'agit de doubler la capacité de production d'un élevage industriel de poulets de type « élevage intensif sur litière » : porter de 51 000 à 120 000 le nombre de malheureux volatiles emprisonnés dans ces bâtiments ! La lecture du dossier nous apprend que 7 « bandes » sont prévues tous les ans. Le cycle complet (installation, élevage, expédition, nettoyage) dure donc 7 semaines : en comptant une semaine pour les opérations amont/aval, il reste environ 40 jours pour « élever » un poulet. Les poulets sont élevés dans des locaux fermés, sous lumière artificielle. La densité de poulet au m² est de 22,5 soit 4,44 dm² par poulet (moins des deux tiers d'une page des *épines drômoises*). La litière n'est changée qu'en fin de cycle, bonjour l'hygiène !

Nous avons pu visiter une installation du même type : un grand hall de plus de 1 000 m², un silo pour l'alimentation automatique des mangeoires, un local pour la conduite de l'installation. Dans ce local, un grand bac à partir duquel sont alimentés les abreuvoirs. C'est par ce bac que sont introduits tous les additifs pour

maintenir les poulets vivants. Dès que l'exploitant décèle un début d'épidémie, l'eau du bac est additionnée d'antibiotiques... Il faut réagir vite et fort, sinon c'est toute la « couvée » qui y passe.

Dessert (Le résultat)

Frapna Drôme Nature Environnement a voté « contre », mais les autorités sanitaires ou environnementales ne disposent pas d'arguments réglementaires contre la « malbouffe ». Elles n'ont donc rien eu à redire et le dossier est passé sans remarques de leur part ! Il n'y a pas de politique publique contredisant l'intérêt de ce type d'élevage et l'argument économique passe avant, à l'exclusion de tout autre.

Il faut savoir qu'en France, ce sont 850 millions de poulets qui sont élevés chaque année dont 80 % dans ce type d'élevage. Les conditions d'élevage génèrent de la souffrance animale et de nombreuses pathologies. Le corps des poulets se développe rapidement, mais le cœur, les poumons et les pattes ne connaissent pas la même évolution. De ce fait, ils souffrent de douloureuses déformations des pattes ou de paralysies. Beaucoup de poulets souffrent également d'insuffisance cardiaque, d'ampoules sur la poitrine, de dermites. Une mortalité de 1 000 poulets pour une bande de 40 000 n'est pas considérée comme anormale.

Digestif

Une partie des 870 tonnes annuelles de fumier seraient-elles réutilisées comme fertilisants par un producteur bio du coin ?

Il a été déclaré que l'utilisation en bio du fumier issu de cet élevage était validée par l'auditeur du Label bio... Bio-éthique et antibiotiques devraient pourtant être incompatibles !

La réglementation européenne du bio interdit l'utilisation de fumiers provenant d'élevages industriels.

À lire :

<http://welfarm.fr/nos-campagnes/poulets-eleves-pour-leur-chair.html>

<http://www.civf.fr/animaux-de-ferme/poulets-de-chair/elevage-intensif>

http://welfarm.fr/pdf/labels/fichets_poule.pdf

* L'atelier « risques industriels » se réunit régulièrement pour agir et réagir face aux différents projets portés à la connaissance de l'association. Les réunions sont ouvertes aux adhérents qui veulent alimenter ces travaux : voir les dates dans l'agenda en fin de revue.

Ne nous laissons pas plumer..

Pour qui sont ces poulets ?

Depuis le début de l'année, plusieurs élevages de poulets ont présenté des demandes d'extension de capacité et ces projets ont été soumis au CODERST. Dans le tableau ci-dessous, vous trouverez les chiffres concernant 3 élevages qui ont reçu un avis favorable de ce conseil !

	Surface en m ²	Nombre de poulets autorisé	Nombre de poulets par m ²
Élevage à St-Paul-lès-Romans	3 974	91 000	22,9
Élevage à Chatuzange-le-Goubet	3 480	76 608	22
Élevage à Margès	5 319	119 700	22,5

Le représentant de notre association a interpellé les membres du conseil lors de la séance d'octobre pour leur demander s'ils mangeaient ces poulets industriels, mais il a lui été rétorqué qu'il faut bien nourrir la population... Dans le rapport de l'enquête publique concernant l'élevage de Margès, il est dit que la région Rhône-Alpes ne produirait pas suffisamment de poulets pour répondre à la demande de sa population. Mais quelle est cette demande ? Les Rhône-Alpins comme les membres du CODERST souhaitent-ils manger des poulets industriels ou des poulets labellisés ? Dans le deuxième cas, pour quel marché continuer à produire des poulets industriels ? Le Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire nous explique comment l'Europe plume l'Afrique : elle a mis en place une Politique agricole commune (PAC) privilégiant l'agriculture intensive. La surproduction générée par cette politique conduit à exporter à des prix délirants vers des pays où l'économie agricole est fragile. Les exportations de découpes de volailles congelées, non consommées en Europe explosent... Ces produits sont bradés sur les marchés africains, et entraînent une baisse générale des prix. Les paysans s'appauvrissent, souffrent de dénutrition et finissent par migrer vers les villes dans la misère. (À lire sur <http://ccfd-terresolidaire.org>)

Manger moins de viande, mais de meilleure qualité

Les recommandations de santé publique actuelles incitent à limiter la consommation de viande. Si la volaille ne rentre pas dans la catégorie des viandes rouges probablement cancérigènes, elle est utilisée dans la composition de produits carnés transformés, cancérigènes et à éviter (lasagnes, pâtés, raviolis...). La bonne solution pour notre santé et notre environnement, c'est donc de modifier nos menus. Équilibrons notre apport nutritif et calorique, mangeons plus de légumineuses, de légumes et de céréales... Et accordons-nous parfois le plaisir d'une bonne viande, bio ou label rouge. Par exemple, le poulet de la Drôme dispose d'une Indication Géographique Protégée : certifié label rouge, issu d'une sélection à croissance lente, il est élevé en plein air ou en liberté avec une alimentation à base de céréales. Ces volailles sont plus économiques que les volailles de batterie, si nous considérons le poids de la viande après cuisson, sa valeur nutritive et ses effets positifs sur la santé. Qu'on se le dise !

Un autre monde est possible

Un éleveur peut être indépendant ou passer différents niveaux de contrats plus ou moins contraignants avec des industriels. L'éleveur peut, par exemple, fournir le bâtiment, la main-d'œuvre et sa compétence. L'industriel peut fournir les animaux, l'alimentation, une aide technique, et parfois participer au financement des bâtiments. Plus l'industriel est impliqué dans le projet, moins l'éleveur est autonome. Le terme d'intégration

est alors utilisé. La contractualisation entre l'éleveur et l'industriel peut être plus ou moins équitable... Dans le pire des cas, l'éleveur peut cumuler les heures de travail pour disposer d'un revenu faible et aléatoire. Dans le meilleur des cas, l'éleveur élève les animaux avec des aliments produits sur son exploitation, commercialise lui-même sa production et profite d'un contact direct et gratifiant avec ses clients consommateurs. Refuser la malbouffe, c'est aussi choisir un modèle de société.

Tête en l'air, mais les pieds sur terre !

En 2006, l'animation « Tête en l'air », permettant de faire observer la migration des oiseaux au grand public se déroulait dans une ambiance morose. Avec l'apparition du virus H5N1, les oiseaux sauvages étaient accusés d'être dangereux et responsables de la grippe. Depuis, la même affirmation revient à chaque épidémie, avec des virus nouveaux... Frapna Drôme Nature Environnement réaffirme sa position : protéger les oiseaux, la volaille et les populations contre les épidémies de grippe aviaire, c'est PRIORITAIREMENT les protéger contre l'industrie avicole mondiale.

C'EST UN PEU DE DRESSAGE,
MAIS ON PEUT EN METTRE 66
AU MÈTRE CARRÉ AU LIEU DE 22!

MAGNIFIQUE!

